

Pour la tenue d'Etats Généraux pour un développement durable de l'industrie automobile en Europe

Jacky Hénin(1)

L'une des principales activités économiques qui structure l'Union européenne, reste l'industrie et les services, liés à l'automobile. En effet, le secteur automobile européen représente 34% de la production mondiale, 3% du produit intérieur brut de l'Europe, dix millions d'emplois (soit 7% des effectifs de l'industrie).

Mais, de graves menaces existent : Les premiers véhicules à très bas coût, produits en Asie dans des conditions de dumping social absolu, arrivent sur le marché européen. Pour la première fois de son histoire la Chine a exporté plus de véhicules automobiles qu'elle n'en a importé. Les pièces détachées contrefaites pénètrent en quantité industrielle sur le territoire de l'Union européenne... Ce qui pose de réels problèmes de sécurité car ces pièces ne sont pas toujours fiables, ni aux normes de sécurité européenne. La Commission européenne et l'Organisation mondiale du commerce, enfermées dans leur dogmatisme ultra-libéral, ont une attitude très passive, voir complaisante, vis-à-vis de ces phénomènes.

Au nom, de la compétitivité, d'une rentabilité du capital à « deux chiffres », de plus en plus de constructeurs et d'équipementiers automobiles entament des mouvements de délocalisations intra et extra européennes qui touchent y compris les activités d'études et de hautes technologies. Sur fond d'absence d'ambition industrielle, la recherche de la compétitivité à tout prix, se traduit par une précarisation de plus en plus forte des salariés.

Si nous ne voulons pas que se reproduise dans le secteur automobile, ce qui s'est passé dans l'industrie du textile et de l'habillement, nous devons réagir, anticiper dès maintenant. Et nous devons le faire, « tous ensemble », à l'échelle de l'Union européenne.

C'est pourquoi, je lance l'idée de la tenue d'Etats Généraux pour un développement durable de l'industrie automobile en Europe sous l'égide du groupe GUE/NGL.

L'initiative :

Ces états généraux se bâtiraient autour de l'écriture d'une charte pour un développement durable de l'industrie automobile en Europe qui s'organiserait en quatre grands chapitres :

- La sécurité des véhicules : C'est-à-dire les normes auxquelles un véhicule doit répondre pour circuler sur le

réseau routier de l'Union européenne, avec le minimum de risque pour les automobilistes et les piétons.

- **L'environnement** : Avec la définition de normes de pollution et de recyclage des véhicules. A titre d'exemple, le prix du pétrole, devrait pousser l'Union européenne à développer à la fois la technologie des moteurs hybrides, mais aussi les biocarburants à base de colza ou d'éthanol. Ainsi, des créations d'emploi seraient assurées dans l'industrie et dans l'agriculture, sur la base d'un développement durable. (2)

- **L'Emploi-formation** : Avec la mise en place d'une sécurité emploi ou de formation qui serait commune à toute la branche, qui mettrait fin à la précarité des salariés et au dumping social intra européen, et qui se substituerait à la flexibilité du marché du travail. Obligation serait faite aux entreprises de respecter un certain nombre de droits sociaux pour être autorisée à exporter des véhicules sur le territoire de l'Union. Les questions d'une grille salariale et d'une convention collective européenne, seraient posées.

- **Développement industriel et technologique, coopération** : Investissement dans la recherche & développement, les financements et les investissements, l'aide à l'étude et la conception de véhicules optimisée pour les besoins des pays en voie de développement.....

Les formations politiques, les syndicats de salariés, les entrepreneurs, les concessionnaires, les associations d'automobilistes,... bref tous les acteurs concernés seraient sollicités pour travailler à la rédaction de cette charte. Une fois rédigée, cette charte serait éditée en brochure pour devenir un support de lutte. Elle ferait aussi l'objet d'une déclaration écrite portée au Parlement par les députés de la GUE/NGL. Nous avons les moyens potentiels de non seulement nous opposer à une destruction de l'industrie automobile européenne, mais aussi de participer à sa renaissance y compris en terme d'emplois stables.

Il nous reste à en créer les conditions politiques à l'échelle du continent. ■

(1) Député au Parlement européen, maire de Calais

(2) Au Brésil, six voitures sur dix roulent à l'Ethanol